

# Editorial



## Préparer la grève jusqu'au retrait du projet de loi El Khomri, préparer et organiser la grève interprofessionnelle du 28 avril

**A**près la grève très importante et les puissantes manifestations du 31 mars, il est incontestable que le 9 avril, une nouvelle fois, la mobilisation a été forte.

Les cortèges syndicaux des organisations syndicales cgt-FO, CGT, FSU et Solidaires, imposants, ont exprimé la forte détermination des salariés comme celles des étudiants et des lycéens.

**« Notre détermination est intacte et sans faille »  
(Jean Claude Mailly le 6 avril)**

Chacun comprend qu'un pays sans code du travail renverrait l'ensemble des salariés du privé comme du public à une période que tous croyaient révolue, une période où chacun serait livré à une exploitation sans limite.

Chacun comprend que la transposition du compte personnel d'activité (CPA) dans la Fonction publique, véritable « sac à dos » de droits individuels, contradictoire avec l'existence même du statut, conduirait à la disparition rapide des droits collectifs qui y sont contenus.

Au lendemain du 9 avril, les annonces du Président de la République en faveur de nouvelles aides pour les étudiants ne règlent rien. Les premiers amendements parlementaires déposés non plus. Et ce n'est pas les deux fois 0,6 % d'augmentation de la valeur du point d'indice qui modifieront cette situation.

Ni les uns, ni les autres ne font disparaître le cœur de ce qui est rejeté dans le projet de loi El Khomri : « la philosophie générale, à savoir l'inversion de la hiérarchie des normes persiste... ». Inversion déjà à l'œuvre dans la réforme des rythmes scolaires et le projet de modification du décret statutaire des PE.

Le gouvernement et ses alliés comptent sur l'essoufflement de la mobilisation, ils ont tort !

**L'exigence du retrait demeure donc,  
le combat pour l'obtenir également !  
Elle est au centre du 28 avril.**

Dès le 6 avril, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL « réaffirment fermement leurs revendications de retrait de ce projet de régression sociale (...). Déterminées et conscientes de leurs responsabilités, les organisations syndicales appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle et de manifestations le 28 avril 2016. »

Nous ne pouvons accepter le projet de loi El Khomri, la destruction de nos droits de salariés et de nos statuts de fonctionnaires. Public / privé, tout le monde est concerné !

Depuis le 9 avril, des centaines de milliers de salariés dans les cortèges FO, CGT et bien d'autres encore, défilent en scandant haut et fort « **ni amendable, ni négociable, grève jusqu'au retrait.** »

**Il y a urgence, le rapport de force existe, il est là !**

Le Comité Confédéral National de la cgt-FO, réuni les 13 et 14 avril, déclare « pour le CCN, la priorité est de réussir la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 28 avril. **Dès à présent, il appelle à l'organisation d'assemblées générales dans les entreprises et administrations pour assurer le succès de cette journée et discuter de la poursuite de l'action, en particulier par la grève, sur le seul mot d'ordre de retrait du projet de loi.** »

Dans l'enseignement, le 28 avril, quelle que soit la zone scolaire, le succès de la grève et la réussite des manifestations nécessitent l'engagement de tous, immédiatement.

**Le 28 au soir, le refus du gouvernement de répondre à la revendication de retrait met à l'ordre du jour la grève, la grève jusqu'au retrait du projet de loi.**

Montreuil, le 15 avril 2016

**Norbert Trichard**  
Secrétaire général

I